



Photo: Nations Unies

COMITÉ DES NATIONS UNIES POUR LA CESSATION DES HOSTILITÉS EN CORÉE

Membres du Comité des Nations Unies pour la cessation des hostilités. De gauche à droite: M. L. B. Pearson, secrétaire d'État aux Affaires extérieures; Son Excellence M. Nasrollah Entezam, président de la cinquième session de l'Assemblée générale; sir Benegal N. Rau, représentant permanent de l'Inde auprès des Nations Unies.

Pendant leurs importantes conversations de Washington, le Président Truman et le Premier ministre Attlee ont jeté les fondements de la politique qu'ils entendaient suivre pendant la période critique qui s'annonçait. A l'issue de leur dernière réunion, qui eut lieu le 8 décembre, les deux hommes d'État ont publié un communiqué non pas uniquement sur la Corée, mais sur la guerre coréenne envisagée dans le contexte de la crise mondiale. Dans ce communiqué, M. Truman et M. Attlee affirment leur détermination de renforcer la défense de l'Occident et de consolider la communauté atlantique. Ils expriment en outre leur volonté de tenir bon en Corée et affirment à nouveau que c'est sur la recommandation de l'O.N.U. que les troupes des Nations Unies se sont mises en campagne afin de réprimer l'agression. « Il ne saurait être question, ont-ils ajouté, de pencher vers l'apaisement ou de récompenser l'agression », mais nous sommes disposés « à chercher par voie de négociations à mettre fin aux hostilités ». Le communiqué ne précisait pas si les négociations se limiteraient à la Corée ou si elles porteraient également sur d'autres problèmes d'Extrême-Orient.

En ce qui concerne Formose, le Président et le Premier ministre ont déclaré: « Nous avons convenu l'un et l'autre que ces problèmes devront être réglés par des moyens pacifiques et de façon à sauvegarder les intérêts de la population de Formose non moins que la paix et la sécurité dans le Pacifique; c'est ce à quoi viseront les Nations Unies dans l'étude qu'elles feront de la question ». Il existe cependant certaines divergences de vues au sujet de la Chine. « Sur la question du siège de la Chine aux Nations Unies, déclare le communiqué, nos deux gouvernements sont d'avis différents. Le Royaume-Uni, ayant reconnu le gouvernement populaire central, estime que ses représentants devraient occuper le siège de la Chine aux Nations Unies. Les États-Unis se sont opposés et continuent de s'opposer à l'admission des représentants de la Chine communiste aux Nations Unies ».